

---

**EDITORIAL BOARD****Lead agency:**MINES ACTION CANADA  
1502-1 Nicholas Street  
Ottawa, ON K1N 7B7  
Canada  
Tel. +1-613-241-3777  
Fax +1-613-244-3410  
jackie@minesactioncanada.org  
www.minesactioncanada.org**Ban policy:**HUMAN RIGHTS WATCH  
landmine@hrw.org  
www.hrw.orgLANDMINE ACTION  
info@landmineaction.org  
www.landmineaction.org**Mine action:**NORWEGIAN PEOPLE'S AID  
stuart@icbl.org  
www.npaid.org**Casualties, risk education  
and victim assistance:**HANDICAP INTERNATIONAL  
policy.unit@handicap.be  
www.handicapinternational.be

# Rapport 2009 de l'Observatoire des mines

## – Données clés –

---

### Principales conclusions 2008 - 2009

---

#### ETATS-PARTIES

---

- **156 Etats ont ratifié la Convention d'Ottawa, sur l'interdiction des mines antipersonnel.** Les derniers pays à être devenus Etats parties sont l'Indonésie, l'Irak, le Koweït et les îles Palaos, au cours de l'année 2007.
- En décembre 2008, **94 Etats ont signé la Convention sur les armes à sous-munitions**, qui interdit totalement l'usage, la production, le stockage et le transfert d'armes à sous-munitions, et exige le déminage des zones contaminées ainsi que l'assistance aux victimes et aux communautés affectées. Au 12 octobre 2009, 23 Etats avaient ratifié la Convention, dont l'entrée en vigueur nécessitait 30 ratifications.

#### ACCIDENTS

---

- Au moins **5 197 accidents** causés par des mines et des restes explosifs de guerre activés par la victime ont été enregistrés en 2008, un nombre qui **confirme la tendance à la baisse** de ces dernières années. En 2006 et 2007, les nombres d'accidents étaient respectivement de 5 751 et 5 426.

#### DEPOLLUTION DES ZONES CONTAMINEES

---

- En **2008**, les programmes d'action contre les mines ont permis la **dépollution d'environ 160 km<sup>2</sup>** de zones contaminées—soit la superficie de Bruxelles—le **plus fort résultat jamais enregistré par l'Observatoire des mines.**
- En **mai 2009**, la Tunisie est devenue le **onzième Etat partie à déclarer officiellement avoir répondu aux exigences de dépollution des zones contaminées inscrites dans le Traité d'Ottawa.**
- Les Etats affectés par les mines ont pour obligation **d'éliminer les mines antipersonnel des zones contaminées** se trouvant sous leur juridiction ou contrôle dans un **délai de 10 ans** à compter de leur adhésion au Traité d'interdiction des mines. Les premières échéances ont expiré le 1<sup>er</sup> mars 2009. **15 Etats parties n'ont pas respecté ces échéances** de 2009 et se sont vus octroyer des **extensions de délais** : la Bosnie-Herzégovine, le Tchad, la Croatie, le Danemark, l'Equateur, la Jordanie, le Mozambique, le Nicaragua, le Pérou, le Sénégal, la Thaïlande, le Royaume-Uni, le Venezuela, le Yémen et le Zimbabwe. Toutes les demandes (qui s'évaluent de un à 10 ans, durée maximale autorisée pour toute extension de délai) ont été accordées lors de la



OBSERVATOIRE DES MINES  
MONITOR DE MINAS TERRESTRES  
МИННЫЙ МОНИТОР  
مرصد الألغام الأرضية

Contact Landmine Monitor:  
Tel. +1-613-241-3777  
lm@icbl.org  
www.icbl.org/lm

## EDITORIAL BOARD

### Lead agency:

MINES ACTION CANADA  
1502-1 Nicholas Street  
Ottawa, ON K1N 7B7  
Canada  
Tel. +1-613-241-3777  
Fax +1-613-244-3410  
jackie@minesactioncanada.org  
www.minesactioncanada.org

### Ban policy:

HUMAN RIGHTS WATCH  
landmine@hrw.org  
www.hrw.org

LANDMINE ACTION  
info@landmineaction.org  
www.landmineaction.org

### Mine action:

NORWEGIAN PEOPLE'S AID  
stuart@icbl.org  
www.npaid.org

### Casualties, risk education and victim assistance:

HANDICAP INTERNATIONAL  
policy.unit@handicap.be  
www.handicapinternational.be

neuvième réunion des Etats parties qui s'est tenue à Genève en novembre 2008.

- En 2009, quatre Etats parties supplémentaires (l'Argentine, le Cambodge, le Tadjikistan et l'Ouganda) ont officiellement demandé des extensions de délais allant de trois à 10 ans.

## UTILISATION

- Seuls **deux Etats ont eu recours aux mines antipersonnel** en 2008 et 2009 : le **Myanmar** et la **Russie**. Des groupes armés non étatiques (GANE) ont eu recours aux mines antipersonnel dans au moins sept pays, soit deux de moins que l'année précédente.

## PRODUCTION ET COMMERCIALISATION

- Seuls **trois pays sont susceptibles d'avoir produit des mines antipersonnel** en 2008 : l'**Inde**, le **Myanmar** et le **Pakistan**. L'Observatoire des mines a par ailleurs identifié 10 autres pays comme producteurs de mines, mais il n'a pas été prouvé que ceux-ci aient été à l'origine d'une production l'an dernier.

## DESTRUCTION DES STOCKS

- Trois pays ont achevé la **destruction de leurs stocks** : l'**Indonésie** (novembre 2008), l'**Ethiopie** (avril 2009), et le **Koweït** (déclarée en juillet 2009).
- Le **Belarus**, la **Grèce** et la **Turquie** n'ont pas respecté l'échéance du 1<sup>er</sup> mars 2008 fixée pour la destruction de leurs stocks et demeuraient toujours en situation de **violation grave du traité** en septembre 2009.

## EDUCATION AUX DANGERS

- En 2008, l'**éducation aux dangers (RE)** a été dispensée dans **57 Etats et régions, contre 61 Etats et régions en 2007**. L'activité de RE s'est sensiblement accrue au Yémen et en Somalie et s'est également développée au sein de 10 autres Etats. En Palestine, la RE a été en déclin en 2008 mais s'est brusquement redynamisée à la suite des conflits qui ont eu lieu à Gaza en décembre 2008–janvier 2009.
- En 2008, des programmes de RE étaient toujours dispensés dans au moins 26 Etats et régions sans que ceux-ci aient fait l'objet d'une analyse complète des besoins. En Afghanistan, par exemple, qui bénéficie du plus ancien programme d'action contre les mines, une évaluation de l'Union européenne est venue démontrer en 2008 que l'activité de RE ne faisait pas l'objet d'une bonne compréhension de la part de la population cible.

## ASSISTANCE AUX VICTIMES

- 2008 et 2009 ont été marqués par un **déficit continu en matière de soutien psychologique et de réinsertion économique des survivants**, même lorsqu'il y a eu des améliorations en termes de santé publique, de réadaptation physique ou de législations/politiques sur le handicap. Le Pakistan et le Sri Lanka ont enregistré des dégradations des services à l'échelle nationale et dans certaines régions, du fait des conflits et des



Landmine Monitor is a program of the International Campaign to Ban Landmines, 1997 Nobel Peace Prize Laureate, and also provides research and monitoring for the Cluster Munition Coalition.



OBSERVATOIRE DES MINES  
MONITOR DE MINAS TERRESTRES  
МИННЫЙ МОНИТОР

مرصد الألغام الأرضية

Contact Landmine Monitor:  
Tel. +1-613-241-3777  
lm@icbl.org  
www.icbl.org/lm

---

## EDITORIAL BOARD

### Lead agency:

MINES ACTION CANADA  
1502-1 Nicholas Street  
Ottawa, ON K1N 7B7  
Canada  
Tel. +1-613-241-3777  
Fax +1-613-244-3410  
jackie@minesactioncanada.org  
www.minesactioncanada.org

### Ban policy:

HUMAN RIGHTS WATCH  
landmine@hrw.org  
www.hrw.org

LANDMINE ACTION  
info@landmineaction.org  
www.landmineaction.org

### Mine action:

NORWEGIAN PEOPLE'S AID  
stuart@icbl.org  
www.npaid.org

### Casualties, risk education and victim assistance:

HANDICAP INTERNATIONAL  
policy.unit@handicap.be  
www.handicapinternational.be

---



Landmine Monitor is a program of the International Campaign to Ban Landmines, 1997 Nobel Peace Prize Laureate, and also provides research and monitoring for the Cluster Munition Coalition.

catastrophes naturelles subis. Cette période a également été propice à la disparition de plusieurs ONG et organisations pour les personnes handicapées au niveau national, à des difficultés continues en termes de capacité pour d'autres et enfin à des défis constants en matière de financements.

- Parmi les autres tendances observées : le relais permanent sur le plan national de la gestion des programmes de réadaptation physique et l'augmentation constante du nombre d'associations rassemblant des survivants et/ou de leurs capacités.

---

## SOUTIEN A L'ACTION CONTRE LES MINES

- Pour l'année 2008, l'Observatoire des mines a enregistré des financements s'élevant à **626 millions de dollars US** au total en faveur de l'action contre les mines au niveau mondial. Ce chiffre comprend les **financements nationaux et internationaux. Les quelques 518 millions de dollars (soit 346 millions d'euros) de financements internationaux alloués en faveur de l'action contre les mines en 2008 par 23 pays et par la Commission européenne constituent le versement le plus élevé jamais atteint à ce jour, surpassant ainsi le record précédent—475 millions de dollars en 2006.**
- Les fonds reçus en 2008 ont été répartis entre au moins 24 Etats bénéficiaires et divers autres postes. **Les cinq principaux bénéficiaires du financement de l'action contre les mines sont, par ordre décroissant : l'Afghanistan, le Soudan, l'Irak, le Liban et le Cambodge.**

---

## Principales conclusions 1999 - 2009

---

### ETATS-PARTIES

- **En 2009, 37 pays n'ont toujours pas signé la convention d'Ottawa, sur l'interdiction des mines antipersonnel.** Les Etats-Unis, la Chine ou encore l'Egypte en font partie.
- Cent cinquante-six Etats—soit **plus des trois quarts des Etats du monde—sont parties au Traité d'interdiction des mines.** Au total 39 pays, parmi lesquels la Chine, l'Inde, le Pakistan, la Russie et les Etats-Unis sont encore en attente. Parmi eux, deux sont signataires : la République des Îles Marshall et la Pologne.

---

### ACCIDENTS

- Malgré les défis en matière de collecte de données, l'Observatoire des mines a enregistré au moins **73 576 accidents** dus à des mines antipersonnel, des REG et des engins explosifs improvisés activés par la victime (EEI) dans **119 Etats et régions** au cours des 10 dernières années.
- La dépollution des zones à risques, soutenue par l'éducation aux dangers, a permis une **diminution significative du nombre d'accidents.** Leur nombre se situe bien en deçà des estimations



OBSERVATOIRE DES MINES  
MONITOR DE MINAS TERRESTRES  
МИННЫЙ МОНИТОР  
مرصد الألغام الأرضية

Contact Landmine Monitor:  
Tel. +1-613-241-3777  
lm@icbl.org  
www.icbl.org/lm

## EDITORIAL BOARD

### Lead agency:

MINES ACTION CANADA  
1502-1 Nicholas Street  
Ottawa, ON K1N 7B7  
Canada  
Tel. +1-613-241-3777  
Fax +1-613-244-3410  
jackie@minesactioncanada.org  
www.minesactioncanada.org

### Ban policy:

HUMAN RIGHTS WATCH  
landmine@hrw.org  
www.hrw.org

LANDMINE ACTION  
info@landmineaction.org  
www.landmineaction.org

### Mine action:

NORWEGIAN PEOPLE'S AID  
stuart@icbl.org  
www.npaid.org

### Casualties, risk education and victim assistance:

HANDICAP INTERNATIONAL  
policy.unit@handicap.be  
www.handicapinternational.be

préalables qui s'élevaient à plus de 20 000 accidents annuels, avec moins de 5 200 accidents répertoriés en 2008.

## DEPOLLUTION DES ZONES CONTAMINEES

- Depuis 1999, **au moins 1 100 km<sup>2</sup> de zones contaminées et 2 100 km<sup>2</sup> de zones de combat**, une superficie égale au double de la surface de Londres, **ont été dépolluées dans plus de 90 Etats et autres régions**. Ces opérations ont abouti à la destruction de plus de 2,2 millions de mines antipersonnel enfouies, 250 000 mines anti véhicules et 17 millions de restes explosifs de guerre (REG).
- Onze Etats ont **dépollué** toutes les zones reconnues comme affectées par des mines sur leur territoire : la Bulgarie, le Costa Rica, le Salvador, la France, le Guatemala, le Honduras, la Macédoine, le Malawi, le Suriname, le Swaziland et la Tunisie.
- En août 2009, on estimait à plus de 70 le nombre d'Etats affectés par des mines.

## UTILISATION

- **L'utilisation par les gouvernements** de mines antipersonnel a considérablement **diminué** au cours de cette dernière décennie. En 1999, l'Observatoire des mines a enregistré un emploi probable de mines antipersonnel de la part de 15 Etats, contre seulement deux en 2007 : le Myanmar et la Russie.
- L'utilisation des mines antipersonnel par les **groupes armés non-étatiques** a également **diminué** : Au moins 59 GANE issus de 13 pays se sont engagés à abandonner l'usage de mines antipersonnel au cours des 10 dernières années.

## PRODUCTION ET COMMERCE

- Au moins 38 anciens producteurs de mines antipersonnel ont cessé leur activité. Seuls 13 Etats sont encore réellement ou potentiellement producteurs.
- **Au cours de la dernière décennie, le commerce mondial des mines antipersonnel s'est réduit à des transferts illicites limités et non reconnus.**

## DESTRUCTION DES STOCKS

- Quatre-vingt-six Etats parties ont achevé la **destruction de leurs stocks** et quatre autres sont en cours de destruction. Ensemble, ils ont **éliminé 44 millions de mines antipersonnel**.
- Les seules sérieuses violations du traité concernent la destruction des stocks. Le **Belarus**, la **Grèce** et la **Turquie** n'ont pas respecté l'échéance du 1<sup>er</sup> mars 2008 concernant la destruction de leurs stocks. Ces trois Etats étaient toujours en situation de **grave violation du traité** en septembre 2009.



Landmine Monitor is a program of the International Campaign to Ban Landmines, 1997 Nobel Peace Prize Laureate, and also provides research and monitoring for the Cluster Munition Coalition.



OBSERVATOIRE DES MINES  
MONITOR DE MINAS TERRESTRES  
МИННЫЙ МОНИТОР  
مرصد الألغام الأرضية

Contact Landmine Monitor:  
Tel. +1-613-241-3777  
lm@icbl.org  
www.icbl.org/lm

## EDITORIAL BOARD

### Lead agency:

MINES ACTION CANADA  
1502-1 Nicholas Street  
Ottawa, ON K1N 7B7  
Canada  
Tel. +1-613-241-3777  
Fax +1-613-244-3410  
jackie@minesactioncanada.org  
www.minesactioncanada.org

### Ban policy:

HUMAN RIGHTS WATCH  
landmine@hrw.org  
www.hrw.org

LANDMINE ACTION  
info@landmineaction.org  
www.landmineaction.org

### Mine action:

NORWEGIAN PEOPLE'S AID  
stuart@cbl.org  
www.npaid.org

### Casualties, risk education and victim assistance:

HANDICAP INTERNATIONAL  
policy.unit@handicap.be  
www.handicapinternational.be

## EDUCATION AUX DANGERS

---

- L'éducation aux dangers des mines et des REG a significativement évolué au cours de cette décennie. De nombreux programmes sont passés d'une simple approche basée sur un message à un effort plus engagé pour mettre en avant une **modification plus vaste des comportements et une diminution des risques**.

## ASSISTANCE AUX VICTIMES

---

- Malgré l'importance des financements alloués de façon globale, l'**assistance aux victimes** est parmi les secteurs principaux de l'action contre les mines, celui qui a le **moins évolué** au cours de cette dernière décennie. **Les financements et l'action menée sont restés très insuffisants par rapport aux besoins**. La majorité des efforts se sont concentrés sur les soins médicaux et la réadaptation physique, et ce uniquement en présence du soutien d'organisations internationales et de financements, au lieu de promouvoir l'autonomie financière des survivants, de leurs familles et de leurs communautés.
- Lors de la **première conférence d'examen du traité**, les Etats parties avaient décrété que 23 Etats parties comprenant un grand nombre de survivants devraient mener une **action spécifique** pour répondre à leurs besoins. Sur la période allant de 2005 à 2009, les efforts entrepris parmi les désormais 26 Etats parties du groupe VA26 ont été variables. Les **évolutions ont été plus pertinentes en matière de coordination, que de mise en œuvre de services réels**. Les progrès atteints au niveau des activités ont souvent été sans lien avec les planifications que les 26 pays s'étaient fixées.

## SOUTIEN A L'ACTION CONTRE LES MINES

---

- Le soutien international en faveur de l'action contre les mines pour la période de 1992 à 2008 a réuni un montant total de 4,27 milliards dollars US.



Landmine Monitor is a program of the International Campaign to Ban Landmines, 1997 Nobel Peace Prize Laureate, and also provides research and monitoring for the Cluster Munition Coalition.